



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente...

• (Page 07)

Macron

«La zone euro est la zone où les banques sont les plus solides»

Le président français Emmanuel Macron a assuré vendredi que les banques de la zone euro étaient «solides» malgré les turbulences...

• (Page 08)

Carbone

Des investisseurs appellent la chimie à redoubler d'efforts pour le climat

Un groupe de grands investisseurs, pesant plus de 4000 ...

• (Page 08)



UEMOA - Dépositaire central / Banque de règlement

• (Page 03)

La conservation des titres atteint 17 861 milliards FCFA en 2022



• Birahim Diouf, Directeur général du DC/BR

Evaluation de la qualité des services de communication électroniques

• (Page 04)

Visite de travail d'une délégation ivoirienne à l'ARCEP Togo

Afri-Plastics Challenge

Le togolais Bemah Gado décroche le premier prix

Bemah Gado, promoteur de green industry plast-Togo (GIP), une start-up spécialisée dans...

• (Page 02)

Séminaire gouvernemental

Renforcer l'impact des différents projets

Le Président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé a ouvert, vendredi 24 mars 2023 à Kpalimé, les travaux du premier séminaire gouvernemental de ...

• (Pages 04)

Cameroun / Diaspora

Une véritable alliance pour un mariage durable ?

Alors que le Président français, Emmanuel Macron, vient de boucler une visite de quatre jours en Afrique centrale ...

• (Page 06)

Togo

Des étudiants en simulation d'une session de l'EPU à Lomé

Le collectif des associations contre l'impunité au Togo (CACIT) en collaboration avec ...

• (Page 11)



2^e EDITION
FORUM INTERNATIONAL DE L'INTERMÉDIATION, DU NUMÉRIQUE ET DE L'INNOVATION

02 > 05 MAI 2023
HOTEL: 02 FÉVRIER, LOMÉ - TOGO

Thème
L'intermédiation et les innovations technologiques dans les dynamiques de l'inclusion financière »

(228) 93 03 36 36 support@foni.africa
(228) 97 67 30 30 www.foni.africa
(228) 22 20 38 41 FoniAfrica

Afri-Plastics Challenge

Le togolais Bemah Gado décroche le premier prix

Bemah Gado, promoteur de green industry plast-Togo (GIP), une start-up spécialisée dans la collecte, le tri et le recyclage des déchets plastiques, a décroché le premier prix au concours international Afri-Plastics Challenge. Il a donc remporté une enveloppe de 745 millions de francs CFA soit 1 million de livres sterling.

● Hélène MARTELOT

La remise de prix a été faite lors de la phase finale de l'édition qui s'est tenue du 13 au 16 mars 2023 à Nairobi au Kenya. Au total, 240 projets africains sur 1 141 candidatures étaient en lice pour la phase finale. La startup GIP est le premier des 9 équipes d'innovateurs d'Afrique subsaharienne avec des innovations évolutives qui s'attaquent aux déchets plastiques et réduisent le volume de la pollution qui finit dans l'océan. Pour Myriam Dossou-d'Almeida, ministre du développement à la base, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes du Togo, c'est un grand jour pour la jeunesse entrepreneuriale togolaise dont l'un des maillons, Joël Gado Bemah a gagné le premier prix du concours Afri-Plastics Challenge organisé par le gouvernement canadien et visant à réduire la pollution des déchets plastiques marins. « Cette récompense, conforte au-delà de notre pays, les actions du gouvernement



togolais sous le leadership du président de la république dont la vision est de faire de la jeunesse togolaise, un moteur de création de richesse à travers des solutions innovantes », a souligné Mme Dossou-d'Almeida. Selon l'entreprise britannique Challenge Works, organisatrice de la compétition avec le soutien du gouvernement canadien, la somme doit servir à la mise à l'échelle de son service au Togo. Ce challenge est lancé en juillet 2021, les 40 équipes les plus prometteuses ont été soutenues par un financement de démarrage supplémentaire de 4,8 millions de livres sterling, des subventions et un

soutien pour développer des solutions pour augmenter les taux de recyclage du plastique, réduire les volumes de déchets plastiques et influencer le changement de comportement avant l'annonce. Après des mois de préparation, l'équipe Afri-Plastics Challenge, les innovateurs concurrents et les experts de terrain se sont réunis à Nairobi lors du sommet et des prix Afri-Plastics pour échanger des idées, présenter leurs produits et leur réseau. 40 équipes de trois volets différents du prix ont été finalistes avec des initiatives qui ont réuni les communautés, créant de nouvelles opportunités pour les entreprises, réduisant les déchets plastiques et permettant aux femmes et aux filles de s'impliquer. 60% des candidatures qui ont atteint les 40 finales étaient dirigées par des femmes. Il est à noter que le GIP a été lancé en 2017 au Togo et a enregistré des performances remarquables en matière de collecte et de recyclage de déchets plastiques sur le territoire. La startup a déjà obtenu plusieurs reconnaissances.



Image du jour

Journée nationale du sport à Kpalimé, samedi 25 mars 2023, avec comme animatrice principale, Victoire Tomégah Dogbé, Premier ministre du Togo.
« Ensemble, nous avons passé un bon moment convivial et fraternel. »



AUX DECIDEURS...

Quand les banques font faillite, les facteurs en jeu

Les banques sont à nouveau dans l'actualité. Deux faillites bancaires aux États-Unis et le rachat forcé de Credit Suisse par UBS en Suisse ont déclenché les pires turbulences dans le secteur bancaire depuis la crise financière de 2008. On parle de manque de confiance, d'effondrement de la confiance, de contagion et de risque systémique. Jannie Rossouw explique pourquoi ce sont des concepts qui valent la peine d'être compris.

Tout le principe de la banque repose sur la confiance. Les clients déposent de l'argent auprès des banques pour recevoir des intérêts et espèrent que leurs dépôts seront remboursés à l'échéance. Les banques prêtent de l'argent aux emprunteurs, espérant que les prêteurs paieront les intérêts sur les fonds empruntés et rembourseront le capital emprunté conformément aux accords de prêt.

Les membres du personnel travaillent dans des banques, confiants dans la capacité de l'institution à payer les salaires et à fournir d'autres avantages convenus. Les superviseurs bancaires sont convaincus que leurs modèles et leurs mécanismes de contrôle déclencheront en temps opportun des avertissements sur la liquidité, la solvabilité et les autres risques auxquels est confrontée toute banque.

Les actionnaires d'une banque fournissent le capital permanent de l'institution, sur la base de la confiance que leur investissement augmentera en valeur et leur versera des dividendes au fil du temps.

Toute cette confiance repose sur la capacité des institutions bancaires à gérer les risques de manière appropriée. La base même sur laquelle opèrent les banques est risquée. Les banques sont exposées à divers types de risques qui peuvent contribuer à la faillite. C'est là que la confiance est importante.

Les banques acceptent des dépôts à court terme et les convertissent en emprunts à long terme. La durée du prêt est plus longue que la durée du dépôt (également appelé financement). Par conséquent, si tous les déposants sont effrayés et perdent confiance dans la capacité de la banque à protéger leur argent, ils pourraient commencer à exiger le remboursement de leurs dépôts le même jour. Une banque ne peut tout simplement pas répondre à une telle demande de retraits simultanés.

Le risque de liquidité peut également apparaître lorsque la valeur des actifs des banques baisse. Les actifs d'une banque sont les prêts consentis au public. Les défauts de remboursement de ces prêts nécessitent des radiations. Cette érosion de la valeur des actifs peut déclencher des risques de liquidité et de solvabilité.

Silicon Valley Bank aux États-Unis a investi massivement dans des obligations d'État. Lorsque les taux obligataires augmentaient, la valeur en capital des obligations détenues par la banque diminuait. Cela a entraîné une pénurie de liquidités et une crise de solvabilité.

Une fois que des risques suffisants sont déclenchés, une banque se heurtera à de graves difficultés financières. Il pourrait ne pas survivre, car la confiance sera brisée. Dans de telles circonstances, les autorités désignent un curateur pour gérer les affaires de la banque. Un conservateur gèrera soit une banque en bonne santé, soit mettra fin à ses activités et fermera la banque.

Au cours des dernières semaines, il y a eu à nouveau un risque de contagion après l'apparition de problèmes à la Silicon Valley Bank et au Credit Suisse en Suisse. Dans les deux cas, les régulateurs sont intervenus pour contenir les craintes concernant le système bancaire. Il a été convenu que Credit Suisse serait vendu à UBS, une autre banque suisse. L'annonce de cette vente contenait des craintes de contagion.

Le risque systémique est lié à la contagion. C'est le risque d'une panne d'un système entier plutôt que l'échec d'une institution individuelle. Un exemple typique est celui où la faillite d'une banque individuelle entraîne la faillite d'un plus grand nombre de banques, puis la faillite du système bancaire, puis la faillite de l'ensemble du système financier.

L'Afrique est un vaste continent de 54 pays. Les pays africains se trouvent également à des niveaux de développement économique très différents. Il est donc impossible de se prononcer sur la solidité du système bancaire du continent.

Midas Tigossou

Le Togo en chiffres

Informations générales	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
Superficie	56 790 km ²	21,7 km ²	Banque mondiale, 2018
Population	8,3 millions	1 094 millions	ONU, 2020
Part de la population urbaine	42,8 %	41,4 %	ONU, 2020
Croissance démographique	2,4 %	2,6 %	ONU, 2020
Taux de fertilité	4,4 enfants par femme	4,7 enfants par femme	ONU, 2015-2020
Espérance de vie à la naissance	60,5 ans	60,5 ans	ONU, 2015-2020
Part de la population âgée de moins de 15 ans	41 %	42,7 %	ONU, 2020
Part de la population disposant de moins de 1,9 USD par jour en PPA	24,1 %	38,3 %	Banque mondiale, 2018
Taux d'alphabétisation des adultes	66,5 %	65,9 %	Banque mondiale 2019
APD par habitant	50,9 USD	49,9 USD	Banque mondiale 2019
Classement IDH 2019	167 / 189		PNUD, 2020

UEMOA / Dépositaire central / Banque de règlement

La conservation des titres atteint 17 861 milliards FCFA en 2022

Le Dépositaire Central/Banque de Règlement (DC/BR) de l'Union Economique et Monétaire Quest Africaine (UEMOA) a annoncé à Abidjan le 23 mars 2023 que la conservation centralisée de titres a atteint 17 861 milliards de francs CFA en 2022.

• Joël YANCLO

Le montant des 17 861 milliards FCFA en 2022 en ce qui concerne la conservation des titres a été révélé par le Directeur Général du Dépositaire Central/Banque de Règlement (DC/BR), Birahim Diouf au cours d'un petit déjeuner de presse organisé ce jeudi 23 mars 2023 à Abidjan. Occasion pour monsieur Diouf de présenter le bilan 2022 des activités de l'institution et ses perspectives 2023. Le Directeur Général a souligné le rôle essentiel du DC/BR dans l'écosystème du Marché Financier Régional depuis le début de ses opérations en 1998 avant de rappeler les missions de l'institution financière de l'Union, notamment la conservation centralisée des valeurs mobilières pour le compte des sociétés de gestion et d'intermédiation, les banques teneurs de compte-conservateurs et les émetteurs. « Il faut garder en mémoire le rôle du DC/BR dans le financement des économies, notamment par la redistribution des paiements de dividendes, intérêts et remboursements de capital des emprunts, reçus des émetteurs publics et privés vers les investisseurs », a déclaré Birahim Diouf, faisant remarquer que « ceux-là

sont effectués simultanément pour tous ses adhérents en fonction de la quantité de titres qu'ils détiennent en compte ». De plus, le DC/BR assure le dénouement des transactions boursières, la gestion du Fonds de Garantie du marché pour assurer la bonne fin des transactions, la codification des instruments financiers et la gestion des opérations sur titres entre autres.

Deux catégories de membres

Birahim Diouf a présenté les activités de deux catégories de membres, les sociétés de gestion et d'intermédiation et les banques dépositaires, en soulignant les principaux rôles et responsabilités de chacune. Monsieur Birahim Diouf a rappelé leurs rôles respectifs dans le processus de gestion et de conservation des actifs, ainsi que de l'importance d'assurer la garde des actifs qui leur sont confiés. Le Dg a rajouté que le DC/BR a adopté la norme internationale de règlement J+3 dans le cadre du dénouement des transactions boursières. Cela permet à l'acheteur de recevoir ses titres trois jours après leur achat en bourse, et au vendeur de recevoir les liquidités à la même date. « Le volume traité



• Birahim Diouf, Directeur général du DC/BR

par le DC/BR en termes de conservation, nous sommes à plus de 17 000 milliards francs CFA d'actifs. On peut le comparer au PIB de plusieurs pays de l'Union. C'est pour dire toute l'importance du DC/BR », a commenté le Directeur Général, Birahim Diouf.

1 496 milliards de FCFA distribués à fin 2022

Par ailleurs, le DC/BR a distribué un montant total de 1

496 milliards de FCFA à la fin de l'année 2022, pour le paiement des dividendes, des intérêts et le remboursement du capital des obligations. En ce qui concerne la répartition des dividendes par secteur d'activité, le secteur des finances arrive en tête avec 47%, soit 70 milliards de FCFA, suivi de près par les services publics 30%, soit 45 milliards de FCFA. L'agriculture et l'industrie ont contribué respectivement à hauteur de 15 % (15 milliards de FCFA) et 11 % (11 milliards de FCFA). Enfin, les secteurs de la dis-

tribution et des transports complètent le total avec respectivement 5 % (8 milliards de FCFA) et 1 % (2 milliards de FCFA).

Perspectives 2023

Pour les perspectives 2023, le DC/BR prévoit de développer une offre de produits complète pour l'écosystème financier, basée sur les standards Swift. Il s'agira notamment de digitaliser des opérations d'Appel Public à l'Épargne, et de poursuivre la codification des instru-

ments financiers. En outre, le DC/BR mettra en place une offre de gestion de collatéral pour les opérations de mise en pension, de nantissement, etc. Afin de poursuivre la digitalisation du DC/BR, il s'agira également de mettre en place un système d'échanges documentaires entre le DC/BR et les acteurs du marché, d'automatiser leurs opérations et de s'interconnecter avec les dépositaires centraux de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest et du continent.

A propos du DC/BR

Le Dépositaire Central/Banque de Règlement est le Dépositaire Central des titres de UEMOA. Il assure la centralisation de la conservation des valeurs mobilières pour ses adhérents, la bonne fin des opérations de règlement/livraison à la suite des opérations en bourse ainsi que le paiement des événements sur valeur. En tant que membre à part entière de l'Association of National Numbering Agency (ANNA), il assure la codification des valeurs mobilières dans l'UEMOA. Le DC/BR a été créé en 1996 et a effectivement démarré ses activités le 16 septembre 1998.



Le Togo en chiffres

Prévisions du commerce extérieur	2021	2022 (e)	2023 (e)	2024 (e)	2025 (e)
Volume des exportations de biens et services (variation annuelle en %)	10,4	6,3	4,9	7,5	7,8
Volume des importations de biens et services (variation annuelle en %)	6,0	5,5	6,2	6,8	8,6

Source : FMI - World economic outlook - dernières données disponibles - (e) estimation

Indicateurs économiques	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
PIB nominal en 2021	8,4 Mds USD	1 870 Mds USD	FMI
PIB par habitant en 2021	991,5 USD	1 742 USD	FMI
Part du secteur de l'agriculture dans le PIB	22 %	19 %	CNUCED, 2020
Part du secteur de l'industrie dans le PIB	23 %	29 %	CNUCED, 2020
Part du secteur des services dans le PIB	55 %	52 %	CNUCED, 2020

Sénégal	5,0	Etats-Unis	2,7
Nigéria	4,0	Malaisie	2,7

Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100 %.

Indicateurs économiques	Togo		Afrique Subsaharienne		Source
	2021	2022	2021	2022	
Croissance du PIB réel	+5,1 %	+5,6 %	+4,5 %	+3,8 %	FMI
Croissance du PIB réel par habitant	+2,6 %	+3 %	+2,3 %	+1,5 %	FMI
Taux d'inflation moyen annuel	+4,3 %	+4,6 %	+11 %	+12,2 %	FMI
Solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB)	-6,5 %	-4,9 %	-5,3 %	-4,7 %	FMI
Dette publique (en % du PIB)	63,8 %	63,6 %	56,9 %	55,1 %	FMI
Dette extérieure publique (en % du PIB)	25,8 %	28,0 %	25,1 %	24 %	FMI

Evaluation de la qualité des services de communication électroniques

Visite de travail d'une délégation ivoirienne à l'ARCEP Togo

Visite de travail et de partage d'expériences sur le contrôle et l'évaluation de la qualité des services de communication électroniques d'une délégation ivoirienne à l'Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes (ARCEP) du Togo.

Face aux nombreux défis liés à la qualité des services offerts par les opérateurs de communications électroniques au Togo, l'Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes (ARCEP) s'est renforcée ces deux dernières années tant sur le plan réglementaire que technologique et a développé une certaine expertise dans les campagnes de mesure de la qualité de service. C'est fort de cette expérience, et dans un cadre d'échanges d'expériences que l'ARCEP a reçu les 21

et 22 mars 2023, une délégation de la Côte d'Ivoire composée des représentants du ministère de la communication et de l'économie numérique, du régulateur des télécommunications de Côte d'Ivoire (ARTCI) et du Cabinet Valsch consulting, spécialisé dans le contrôle de la qualité de service. Le partage d'expérience avec la délégation ivoirienne conduite par le Directeur Général de l'économie numérique et de la digitalisation, M. M'BRA Georges a, notamment, porté sur le cadre légal et réglementaire relatif à la qualité de service des communications électroniques, les

modalités d'organisation et de conduite des campagnes de mesures QoS, ainsi que sur les outils et équipements de mesures de la qualité de service de nos deux pays. Pour la délégation Ivoirienne et pour l'ARCEP, la visite de travail et d'échanges a été un véritable succès. Les institutions togolaises et ivoiriennes du secteur des communications électroniques se sont engagées à renforcer davantage les liens de coopération dans l'intérêt des consommateurs de nos pays respectifs.



Séminaire gouvernemental

Renforcer l'impact des différents projets

Le Président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé a ouvert, vendredi 24 mars 2023 à Kpalimé, les travaux du premier séminaire gouvernemental de l'année. Objectif, identifier les contraintes éventuelles et définir les actions à mener pour renforcer l'impact des différents projets de la Feuille de route gouvernementale.

● Vivien ATAKPABEM

Cet exercice, qui est désormais une tradition observée tous les six mois par l'exécutif togolais, permet de faire pendant plusieurs jours la revue d'avancement des projets de la feuille de route gouvernementale, pour en identifier les contraintes éventuelles et définir les actions à mener pour renforcer l'impact des différents projets. Durant trois jours, les présentations dans une atmosphère studieuse vont projeter un éclairage pratique sur plusieurs sujets techniques allant des partenariats publics-privés à l'état d'avancement de chaque projet sectoriel inscrit à la feuille de route, en passant par les politiques transverses et les besoins d'ajustement des



actions entreprises. L'équipe gouvernementale réunie autour du chef de l'État est appelée à une mobilisation renouvelée et à une accélération des actions qui doivent délivrer des résultats probants et avoir un impact sensible sur le quotidien des populations. Les axes de la feuille de route, les projets prioritaires, les réformes

et les jalons permettant de mesurer les progrès seront passés au peigne fin, afin de recueillir chemin faisant les orientations du chef de l'État dont les maîtres mots sont l'efficacité et le bénéfice des togolaises et togolais, sur toute l'étendue du territoire, car le développement inclusif et durable recherché ne laissera personne de côté.

Gestion des fonds Covid-9 au Togo

Des ONG déposent plainte, une première

Le rapport de la Cour des comptes sur les fonds de gestion de riposte contre la Covid-19 pour l'année 2020 au Togo continue de faire couler l'encre. Une douzaine d'organisations de la société civile a déposé plainte hier contre X auprès du parquet de Lomé.



Sur la douzaine de griefs identifiés par les organisations de la société civile pour caractériser les faits révélés dans le rapport, figurent en bonne place le double abus de confiance, l'opération et les transactions financières frauduleusement exécutées, la violation des dispositions du code procédure des passations des marchés publics, l'association de malfaiteurs par l'exécution d'opérations de commerce international, conjointement exécutées avec des sociétés

étrangères placées sur une liste noire et considérées par la communauté internationale comme infréquentables, etc. Pour Dodji Nettoy Koumou, président de veille économique, signataire de la plainte, c'est inacceptable. « Au niveau des organisations de la société civile, ce que nous attendons c'est qu'il y ait une suite judiciaire au regard de tout ce que nous avons constaté. Il est important que, si nous souhaitons tous,

dans notre pays, qu'il y ait la fin de l'impunité au niveau des crimes économiques, il faut qu'une suite judiciaire soit donnée à ce dossier », insiste-t-il. La plainte est confiée au premier substitut du parquet pour examen. Il n'y a pas eu de réaction officielle. C'est la première fois que des organisations de la société civile déposent une plainte à la suite d'un rapport sur la gestion publique.

Avec RFI

Le Togo en chiffres

Principaux pays partenaires du Togo

Principaux clients (% des exportations)	2020	Principaux fournisseurs (% des importations)	2020
Burkina Faso	13,8	Chine	20,3
Mali	13,0	France	8,6
Bénin	10,0	Inde	7,5
Niger	8,5	Ghana	5,6
Ghana	8,1	Japon	4,3
Inde	7,5	Nigéria	3,6
Côte d'Ivoire	6,4	Allemagne	3,5
France	5,7	Turquie	3,3

Indicateurs	2020	2021	2022	FMI
Solde courant externe (en % du PIB)	-3,3 %	-5,9 %	-1,1 %	-1,7 %
Réserves de change zone UEMOA (en équivalent mois d'importations de biens et services)	5,8	5,3	4,5	4,5

Indicateurs du commerce extérieur	2016	2017	2018	2019	2020
Commerce extérieur (en % du PIB)	66,9	58,1	56,7	54,4	52,9
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-965	-644	-782	-757	n/a
Balance commerciale (services inclus) (millions USD)	-822	-502	-626	596	n/a
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	1,0	-11,4	5,3	1,4	0,8
Exportations de biens et services (croissance annuelle en %)	6,7	-0,7	2,0	2,1	-4,7
Importations de biens et services (en % du PIB)	40,0	32,9	32,7	31,3	31,1
Exportations de biens et services (en % du PIB)	26,9	25,3	23,9	23,1	21,8

Source : Banque mondiale ; dernières données disponibles

Profil commercial	2016	2017	2018	2019	2020
Valeurs du commerce extérieur					
Importations de biens (millions USD)	2.382	1.874	2.116	2.091	2.166
Exportations de biens (millions USD)	1.290	1.016	1.080	1.055	1.008
Importations de services (millions USD)	397	427	464	447	407
Exportations de services (millions USD)	530	531	589	576	451

Source : Organisation mondiale du commerce (OMC) ; dernières données disponibles



REPUBLIQUE TOGOLAISE
Ministère du Développement à la Base,
de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes



PROJET D'APPUI A L'EMPLOYABILITE ET A L'INSERTION
DES JEUNES DANS LES SECTEURS PORTEURS



AFRICAN DEVELOPMENT BANK
AFRIKAANSE ONTWIKKELINGSBANK
GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE
DE DEVELOPPEMENT

AVIS D'APPEL A MANIFESTATION D'INTERETS (SERVICES DE CONSULTANTS-INDIVIDUEL)

AMI N° 001/23/MBJEJ/CAB/DJEJ/PAEIJ-SP

SELECTION D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL BILINGUE, SPECIALISTE EN NEGOCIATION COMMERCIALE AU PROFIT DE QUINZE (15) PME/PMI BENEFICIAIRES DU PAEIJ-SP

Projet N° : P-TG-IZO-002
Don N° : 2100155030917 FAD

- Le Gouvernement de la République Togolaise, représenté par le Ministère du Développement à la Base, de la Jeunesse, et de l'Emploi des Jeunes, a reçu un don du Fonds Africain de Développement (FAD) de la Banque Africaine de Développement (BAD) en vue de financer le coût du Projet d'Appui à l'Employabilité et à l'Insertion des Jeunes dans les Secteurs Porteurs (PAEIJ-SP), et se propose d'utiliser une partie des fonds de ce don pour effectuer des paiements autorisés au titre du contrat de prestation de services d'un consultant individuel bilingue, spécialiste en négociation commerciale au profit de 15 PME/PMI bénéficiaires du PAEIJ-SP.
- La présente manifestation est faite pour établir une liste de consultants individuels bilingue susceptibles de faire des propositions de service relatif à la négociation commerciale, pour appuyer la prospection de nouveaux marchés et la commercialisation des produits offerts par les quinze (15) PME/PMI bénéficiaires afin d'écouler les produits issus de leurs activités sur des marchés plus rémunérateurs. Les tâches prévues au titre de ce contrat consistent à :
 - Analyser les marchés actuels et potentiels des quinze (15) PME/PMI bénéficiaires, afin d'en identifier les nouvelles tendances et les débouchés locaux, sous-régionaux et internationaux pour les produits concernés ;
 - Proposer une stratégie afin d'améliorer l'écoulement local et/ou l'exportation des produits offerts par quinze (15) PME/PMI bénéficiaires et
 - Doter les responsables des PME/PMI des techniques de négociations des contrats avec les clients.
- Le Ministre du Développement à la Base, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes, à travers l'Unité de Gestion du PAEIJ-SP, invite par la présente, les consultants individuels intéressés et justifiant de compétences en rapport avec la mission, à

présenter leur candidature en vue de fournir les services décrits ci-dessus. Les consultants intéressés doivent produire les informations sur leurs capacités et expériences démontrant qu'ils sont qualifiés pour les prestations (documentation, référence de prestations similaires, expérience dans des missions comparables, etc.) notamment être titulaire d'un diplôme Bac+ 5, en commerce international, marketing, management international, économie, ou tout autre diplôme équivalent ; avoir des expériences professionnelles confirmées d'au moins dix (10) ans dans le commerce international, marketing, mise en marché de produits agricoles ou issus de la transformation agroalimentaire, négociation commerciale ; avoir réalisé au moins trois (03) missions similaires en commercialisation de produits agricoles ou issus de la transformation agroalimentaire, en prospection de marchés, négociation commerciale ou tout autre domaine pertinent ; avoir une (01) expérience avérée dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage, de l'agriculture contractuelle, de la transformation agroalimentaire, seront un atout ; avoir une excellente capacité d'analyse, de communication et de rédaction en français et en anglais. Le démarrage de la mission est prévu au plus tard le 1^{er} avril 2023 pour une durée 90 homme-jours étalés sur six (06) mois.

- Les critères d'éligibilité et la procédure de sélection seront conformes aux « Règles et Procédures pour l'utilisation des Consultants » de la Banque Africaine de Développement, édition Mai 2008, révisées en Juillet 2012 qui sont disponibles sur le site web de la Banque à l'adresse : <http://www.afdb.org>. La méthode de sélection basée sur la qualification du Consultant Individuel sera utilisée. L'intérêt manifesté par un consultant n'implique aucune obligation de l'autorité contractante de le retenir pour la suite du processus.
- Les consultants individuels intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse mentionnée ci-

dessous aux heures d'ouverture des bureaux soit de **07 h 00 à 17 h 30, heure locale**. Les termes de référence de cette mission sont disponibles et peuvent être transmis par courriel aux consultants intéressés, à leur demande (voir adresse ci-dessous).

- Les candidatures seront évaluées sur la base des critères ci-après :
 - Qualifications/Formation : 15 points ;
 - Profil général ou qualifications générales : 20 points ;
 - Expériences spécifiques par rapport aux missions décrites dans les TdRs : 65 points.
- Les expressions d'intérêts devront inclure une lettre de soumission ou de motivation, un C.V. actualisé, les copies des diplômes et attestations ainsi que les documents et ou pièces citées plus haut au point 3 devront être déposées en mains propres ou transmis par courriel à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard le **1^{er} mars 2023 à 09 heures 00 min**, heure locale et porter expressément la mention :

« **MANIFESTATION D'INTERETS POUR LA SELECTION D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL BILINGUE, SPECIALISTE EN NEGOCIATION COMMERCIALE AU PROFIT DE QUINZE (15) PME/PMI BENEFICIAIRES DU PAEIJ-SP** ».

Adresse :

A l'attention de Monsieur la Personne Responsable des Marchés Publics
Secrétariat de la PRMP, Ministère du Développement à la Base,
de l'Artisanat et de la Jeunesse

Téléphone : 22 61 07 40 / 23 38 63 55 / 90 20 61 40

E-mail : paiejstogo@gmail.com

Fait à Lomé, le 14 Février 2023

Discussion.com

La Personne Responsable des Marchés Publics

ANALA Arime Telata

MINISTERE DES TRANSPORTS ROUTIERS,
AERIENS ET FERROVIAIRES

CABINET

PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES
PUBLIS

SOCIETE DES TRANSPORTS DE LOME

Avis d'Appel d'Offres International Ouvert (AAOIO)

AAOIO N° : 001/2023/MTRAF/CAB/PRMP/SOTRAL du 15 février 2023

Acquisition de 30 autobus et 10 autocars climatisés neufs avec

un lot de pièces de rechange au profit de la SOTRAL

Le Ministère des Transports routiers, aériens et ferroviaires dispose des fonds sur le budget de l'Etat (gestion 2023) afin de financer l'acquisition de matériels roulants, et a l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer des paiements au titre du Marché d'acquisition de 30 autobus bus et 10 autocars.

- Le ministère des Transports routiers aériens et ferroviaires, agissant pour le compte de la Société des Transport de Lomé (SOTRAL) a l'honneur de vous inviter à présenter une offre dans le cadre de l'Appel d'offres international ouvert pour : l'acquisition de 30 autobus et 10 autocars. Le délai d'exécution est de huit (8) mois.
- La passation du Marché sera conduite par Appel d'offres ouvert tel que défini par le Code des marchés publics en vigueur et ses textes d'application, et ouvert à tous les candidats éligibles.
- Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations auprès du Ministère des Transports routiers, aériens et ferroviaires / Personne responsable des marchés publics, et prendre connaissance des documents d'Appel d'offres à l'adresse mentionnée ci-après : 63 Rue Aklakou, quartier administratif, bâtiment du ministère des Transports routiers, aériens et ferroviaires ; étage/Numéro de bureau : 2^e étage, tous les jours ouvrables de **08 h à 12 h et de 15 h à 17 h**.
- Les exigences en matière de qualifications sont : **les conditions d'ordre technique, financier, légal**. Voir le DPAO pour les informations détaillées.

N.B. : Les soumissionnaires sont informés que leurs offres financières doivent être élaborées dans le respect des prix contenus dans la dernière version du répertoire des prix de référence (mercuriale des prix), disponible sur le site du Ministère de l'Economie et des Finances au <https://finances.gouv.tg>. Dans le cas contraire, leurs offres financières seront redressées.

- Les candidats intéressés peuvent consulter gratuitement le dossier d'Appel d'offres complet ou le retirer à titre onéreux contre paiement d'une somme non remboursable de **cent mille (100 000) F CFA** à l'adresse mentionnée ci-après :

Ministère des Transports routiers, aériens et ferroviaires / Personne responsable des marchés publics, Adresse : 63 Rue Aklakou, quartier administratif, bâtiment du ministère des Transports routiers, aériens et ferroviaires ; 2^e étage, Tél. : (00228) 70 03 66 77, les jours ouvrables de 08 heures à 12 heures et de 15 heures à 17 heures. La méthode de paiement sera en espèce. Le Dossier d'Appel d'offres sera remis main à main.

- Les offres devront être présentées sous plis fermés (un original et deux copies) et être déposées à l'adresse ci-après au plus tard le **31 mars 2023 à 10 heures TU**.

**Ministère des Transports routiers, aériens et ferroviaires :
Secrétariat de la Personne Responsable des Marchés Publics
63 Rue Aklakou, quartier administratif, bâtiment du ministère des Transports routiers, aériens et ferroviaires ; 2^e étage (00228) 70 03 66 77-Lomé.**
Les offres remises en retard ne seront pas acceptées.

- Les offres doivent comprendre une garantie de soumission, d'un montant de **trente-cinq millions neuf cent quarante-neuf mille cinquante (35 949 050) FCFA**.
- Les candidats resteront engagés par leur offre pendant une période de 120 jours à compter de la date limite du dépôt des offres.
- Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent assister à l'ouverture des plis le **31 mars 2023 à 10 heures 30 minutes TU** à l'adresse suivante : **salle de réunion du Ministère des Transports routiers, aériens et ferroviaires.**
Adresse : 63 Rue Aklakou, quartier administratif, bâtiment du ministère des Transports routiers, aériens et ferroviaires ; 2^e étage.

Nous vous prions d'agréer, Messieurs, Mesdames l'assurance de notre considération distinguée.

Discussion.com

Le Ministre des Transports
routiers, aériens et ferroviaires

Affoh ATCHA-DEDJI

Cameroun / Diaspora

Une véritable alliance pour un mariage durable ?

Alors que le Président français, Emmanuel Macron, vient de boucler une visite de quatre jours en Afrique centrale : le Chef d'Etat français n'a eu de cesse d'évoquer le rôle que les diasporas peuvent jouer dans le raffermissement des liens entre la France et les Etats africains. La diaspora camerounaise, qui jusque-là n'avait que peu d'impact en termes de PIB pour le Cameroun, se mobilise via ses entreprises pour inverser la donne.

● Rudy CASBI

Au Cameroun, le constat est sans appel. La diaspora n'a que peu d'impacts dans le développement du pays. Selon une étude récente du PNUD, la diaspora camerounaise n'aurait envoyé que 230 milliards de FCFA ces dernières années. Cela ne constitue que 1% du PIB soit quasiment 10 fois moins que les diasporas maliennes ou encore sénégalaises. Afin de répondre à cet enjeu, les autorités camerounaises ont annoncé, par l'intermédiaire l'ouverture d'un guichet dédié à l'investissement des diasporas. Le principal frein des diasporas concerne d'abord l'aspect financier et le peu d'accompagnement dont elles bénéficient. Selon l'avocat camerounais implanté en France, Amédée Dimitri Touko Tom, ce plan n'est pas encore assez peaufiné. « Les Camerounais qui entreprennent sérieusement dans la diaspora trouveront toujours un dispositif de soutien dans leur pays d'accueil. Or, c'est au Cameroun qu'on fait face aux plus grands défis en termes de financement et d'accompagnement », indique-t-il.

Les acteurs privés/ publics véritablement ensemble ?

De l'autre côté de la corde, les pays d'accueil de la diaspora prennent aussi des engagements. Récemment, l'Agence Française de Développement avait débloqué une enveloppe d'un million d'euros afin de favoriser l'émergence de projets entrepreneuriaux provenant de la diaspora camerounaise implantée en France. « Notre



volonté s'inscrit dans le sillage du Président de la République française, Emmanuel Macron, qui lors des discours de Ouagadougou, de Montpellier ainsi que lors de sa récente visite d'Etat au Cameroun a réitéré sa volonté », affirme-t-on au sein de la direction de l'AFD. Il faut dire que les prétendants ne manquent pas. La GIZ, coopération allemande met l'accent davantage sur l'entrepreneuriat féminin. Une stratégie qui pourrait créer un impact significatif en termes de création d'emplois quand on sait que plus de 50% des entreprises gérées par des femmes seraient encore viables 5 années après sa création selon la banque mondiale.

Viser l'Unité le 20 Mai

Si les structures étatiques s'actives, les initiatives privées aussi se font insistante. Le nombre d'entrepreneurs croît. Parmi eux, certains présentent des profils atypiques à l'instar de Jean Lobe Lobe, fondateur de Waspito qui croit beaucoup aux potentialités liées à la connexion entre les

diasporas et l'entrepreneuriat au bénéfice du Cameroun. C'est avec cet objectif en tête que Fatimatou Ousmanou a créé MBOA Paris le 20 Mai prochain. Près de 5 000 visiteurs y ont attendu. Co-fondatrice de Tap Tap Send Cameroun, cette jeune entrepreneure n'a pas hésité avant de se lancer dans la conception de cet événement. « Le 20 Mai est la Fête de l'Unité, l'objectif est de sensibiliser les personnes à l'entrepreneuriat dans un esprit – certes convivial – et collaboratif afin de créer le déclic chez les personnes pour qu'elles franchissent le pas », énonce cette entrepreneure passée au préalable par l'incubateur Incub'innov (anciennement Bond'innov). Dans ce même élan, Philippe Simo – influenceur et fondateur d'Investir – a également annoncé sa présence tout comme Nelly Chatue Diop fondatrice de la fin-tech Ejara qui a récemment levé 8 millions d'euros. Ce sont autant de marqueurs qui montrent la volonté des diasporas de peser sur le sort de l'Afrique...depuis partout à travers le monde.

et moyennes entreprises (PME), marchés, centres commerciaux, entrepôts frigorifiques, cliniques, écoles et autres utilisations productives de l'énergie, c'est-à-dire des utilisations qui soutiennent l'activité économique et l'infrastructure communautaire.

La solarisation de 3 500 petites entre-

Energie solaire

Mirova Gigaton lève 171 millions USD pour financer des projets en Afrique

Mirova, la filiale de Natixis Investment Managers dédiée à l'investissement durable, soutenue par Mirova SunFunder East Africa Ltd en tant que Investment Advisor, filiale à 100% basée à Nairobi, a annoncé que le Mirova Gigaton Investment Vehicle a levé 171 millions de dollars pour son premier closing.

● Wilson LAWSON

La stratégie de financement mixte de la dette vise à accélérer la transition vers une énergie propre dans les marchés mal desservis et émergents des pays en développement, en mettant l'accent sur l'Afrique subsaharienne. NDF est un partenaire clé du véhicule d'investissement Mirova Gigaton, en investissant 15 millions USD sur le total actuel de 171 millions USD du Fonds. Le Véhicule vise principalement à déployer des financements auprès des petites et moyennes entreprises (PME). Le financement sera investi dans des systèmes solaires domestiques, des systèmes alimentaires intelligents face au climat, l'efficacité énergétique et le préfinancement des crédits carbone, tout en compensant les émissions de CO2, en créant des emplois décents, en faisant progresser l'égalité des sexes et en améliorant l'accès à l'énergie pour tous. « Chez NDF, nous nous engageons à créer davantage de voies et d'opportunités pour des solutions de financement mixte indispensables pour l'adaptation et l'atténuation du changement climatique dans les pays à faible revenu. Le véhicule d'investissement Mirova Gigaton est un excellent exemple de l'importance de rassembler l'expertise et les finances des secteurs public et privé pour accroître l'accès à l'énergie, la transition énergétique propre et les investissements climatiques dans les marchés



mal desservis et émergents. Nous sommes fiers d'être co-investisseurs aux côtés d'autres partenaires et de maximiser les impacts positifs de cette initiative. Ceci est particulièrement crucial en Afrique subsaharienne, où les impacts du changement climatique sont importants », a déclaré Henrik Franklin, directeur de l'origination et de la gestion du portefeuille de NDF. La taille cible du fonds est de 500 millions USD et prévoit de déployer 1,2 milliard USD de dette privée tout au long de sa vie, principalement auprès de petites et moyennes entreprises (PME) dans les systèmes solaires domestiques, l'agrosolaire, le solaire commercial et industriel, la solarisation des tours de télécommunication, les mini-réseaux et d'autres secteurs prometteurs tels que la mobilité électrique, le stockage sur batterie, les systèmes alimentaires intelligents face au climat, l'efficacité énergétique et le préfinancement des crédits carbone. Classé « Article 9 » dans le cadre du nouveau SFDR européen [2], le fonds vise à avoir un impact sur la vie des personnes en com-

pensant les émissions de CO2 (ODD 7, ODD 13), en créant des emplois (ODD 8), en faisant progresser l'égalité des genres (ODD 5) et améliorer l'accès à l'énergie (ODD 7, ODD 8, ODD 5). Des partenaires de longue date tels que US International Development Finance Corporation (DFC), Swedfund et Sida ainsi que de nouveaux investisseurs fourniront le capital catalytique et la garantie qui aideront à réduire les risques et, par conséquent, à débloquer des capitaux privés. Natixis Private Equity a également investi dans le fonds pour mobiliser davantage les investisseurs privés, en combinant les ressources des investisseurs pour véritablement faire évoluer les investissements dans les énergies propres, avec des impacts sociaux, de genre et économiques solides. Le fonds a déjà constitué un pipeline d'investissements dans plus de 30 pays et continue de rechercher activement de nouvelles opportunités d'investissement qui renforcent les efforts visant à construire un avenir durable et à faible émission de carbone.

Nigeria

L'UEF va subventionner la solarisation de 3 500 petites entreprises

La Facilité universelle pour l'énergie (UEF) accordera des subventions basées sur la performance à plusieurs fournisseurs d'énergies solaires au Nigeria. Ils connecteront au moins 3 500 petites et moyennes entreprises (PME) à des systèmes de production d'énergies propres.

Bonne nouvelle pour les fournisseurs d'énergies solaires au Nigeria. Ces entreprises bénéficieront de subventions basées sur les résultats accordées par la Facilité universelle pour l'énergie (UEF), un mécanisme de financement géré par l'organisation internationale Sustainable Energy for All (SE4All). Les subventions seront accordées

dans le cadre du programme Stand-alone Solar for Productive Use (SSPU) lancé par l'UEF au Nigeria. Les entreprises sélectionnées dans le cadre d'un appel à manifestation d'intérêt lancé en août 2022 et dont les identités n'ont pas été révélées devront donc commencer la mise en œuvre des projets proposés. Ils portent globalement sur la solarisation de petites

prises

Selon SE4All, ces projets seront mis en œuvre dans la plupart des États du Nigeria au cours des 12 prochains mois et devraient permettre l'utilisation productive de l'énergie solaire dans au moins 3 500 structures dans ce pays d'Afrique de l'Ouest. « Avec ce programme au Nigeria, l'UEF démontrera le pouvoir habilitant que l'éner-

gie durable peut avoir sur le développement économique local et l'action climatique », explique Damilola Ogunbiyi, la directrice générale de SE4All et représentante spéciale du Secrétaire général des Nations unies pour l'énergie durable pour tous. « Les projets solaires soutenus par la Facilité fourniront aux entreprises une électricité propre et abordable pour

les aider à se développer, à créer des emplois et à remplacer les sources d'énergie polluantes », assure-t-elle. L'énergie solaire permettra aux entreprises et petits commerces de réduire l'utilisation des générateurs diesel qui servent souvent de moyen de secours en cas de délestage du réseau électrique.

Avec Afrik21

BRVM BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

vendredi 24 mars 2023

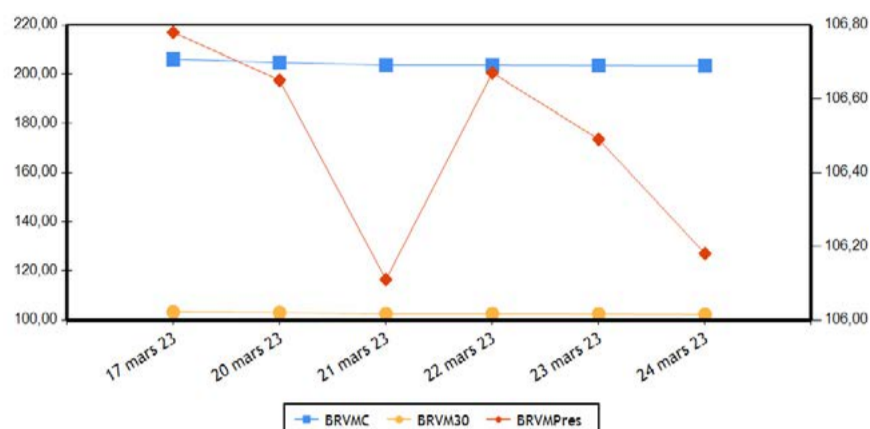
N° 60

BRVM COMPOSITE	203,38
Variation Jour	-0,07 %
Variation annuelle	0,08 %

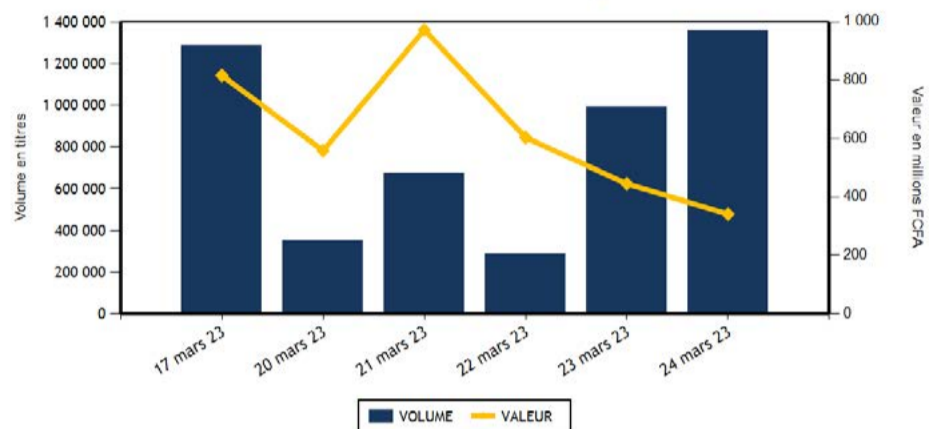
BRVM 30	102,26
Variation Jour	-0,20 %
Variation annuelle	2,26 %

BRVM PRESTIGE	106,18
Variation Jour	-0,29 %
Variation annuelle	6,18 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	7 566 066 880 080	-0,08 %
Volume échangé (Actions & Droits)	1 357 090	37,85 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	333 031 725	-9,46 %
Nombre de titres transigés	43	7,50 %
Nombre de titres en hausse	10	-16,67 %
Nombre de titres en baisse	20	33,33 %
Nombre de titres inchangés	13	0,00 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	10 099 680 299 505	0,06 %
Volume échangé	867	-88,92 %
Valeur transigée (FCFA)	8 707 700	-88,82 %
Nombre de titres transigés	8	60,00 %
Nombre de titres en hausse	2	
Nombre de titres en baisse	0	-100,00 %
Nombre de titres inchangés	6	100,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
CROWN SIEM CI (SEMC)	675	7,14 %	-0,74 %
NEI-CEDA CI (NEIC)	690	6,98 %	-13,75 %
TRACTAFRIC MOTORS CI (PRSC)	3 100	6,90 %	-2,97 %
BANK OF AFRICA CI (BOAC)	5 200	2,97 %	40,54 %
NESTLE CI (NTLC)	6 990	2,79 %	-15,22 %

PLUS FORTES BAISSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SICOR CI (SICC)	5 945	-7,47 %	9,99 %
SETAO CI (STAC)	1 050	-4,55 %	10,53 %
TOTAL SN (TTLS)	2 650	-2,93 %	4,54 %
SICABLE CI (CABC)	1 015	-2,40 %	-13,25 %
SOCIETE GENERALE COTE D'IVOIRE (SGBC)	13 850	-1,07 %	19,35 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	106,18	-0,29 %	6,18 %	1 293 935	121 809 365	6,20
BRVM-PRINCIPAL	36	96,41	0,19 %	-3,59 %	63 155	211 222 360	9,37

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	98,00	0,97 %	-5,97 %	8 374	31 479 055	8,43
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	484,25	-0,25 %	-1,01 %	5 845	53 811 680	9,03
BRVM - FINANCES	15	77,31	-0,03 %	2,38 %	1 306 881	166 034 190	6,62
BRVM - TRANSPORT	2	356,02	-0,34 %	4,19 %	6 880	10 023 005	5,68
BRVM - AGRICULTURE	5	286,08	-0,21 %	0,89 %	4 180	36 229 570	5,51
BRVM - DISTRIBUTION	7	366,75	-0,14 %	2,29 %	13 958	23 834 475	26,11
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 295,58	-4,55 %	10,53 %	10 972	11 619 750	12,61

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché	7,88
Taux de rendement moyen du marché	7,50
Taux de rentabilité moyen du marché	8,34
Nombre de sociétés cotées	46
Nombre de lignes obligataires	120
Volume moyen annuel par séance	538 155,00
Valeur moyenne annuelle par séance	1 072 767 120,93

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	29,55
Ratio moyen de satisfaction	46,38
Ratio moyen de tendance	156,93
Ratio moyen de couverture	63,72
Taux de rotation moyen du marché	0,13
Prime de risque du marché	6,79
Nombre de SGI participantes	30

Définitions

Volume moyen annuel par séance
Valeur moyenne annuelle par séance
Ratio moyen de liquidité
Ratio moyen de satisfaction
Ratio moyen de tendance
Ratio moyen de couverture

= Volume annuel échangé / nombre de séances
= Valeur annuelle échangée / nombre de séances
= Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
= Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
= Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
= Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation
PER moyen du marché
Taux de rendement moyen
Taux de rentabilité moyen
Prime de risque du marché

= moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capital flottante)
= moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
= moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
= moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
= (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'État

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES

Siège Social : Abidjan - Côte d'Ivoire, 18 av. Joseph Anoma
Adresse : 01 BP 3802 Abidjan 01
Tel : +225 20 31 55 50 / +225 20 32 66 85
Fax : +225 20 32 66 84
E-mail : brvm@brvm.org Site web : www.brvm.org

PAYS DE L'UEMOA



Transports

Tunnel du Mont-Blanc fermé plus de 3 mois à deux reprises

En raison de lourds travaux de rénovation, il ne sera pas possible de circuler dans cet important axe routier reliant la France et l'Italie pendant quinze semaines consécutives cet automne et autant en 2024.

Le tunnel du Mont-Blanc, axe routier majeur entre la France et l'Italie, sera fermé plus de trois mois consécutifs, du 4 septembre au 18 décembre 2023, puis autant en 2024, pour de lourds travaux de rénovation qui se poursuivront les années suivantes. Construit il y a 60 ans, emprunté quotidiennement par des milliers de véhicules, l'ouvrage bidirectionnel de 11,6 km de long se trouve à un stade où des réparations ponctuelles ne suffisent plus: «On a fait le choix de faire des travaux plus importants, plus conséquents pour redonner une seconde vie à ce tunnel», expose Grégory Schwarzhaupt, directeur adjoint de la société ATMB. Il y va de sa «pérennité sur le long terme», a-t-il dit à l'AFP. Les deux premières phases de chantiers, qualifiées d'«expérimentales», doivent permettre la réfection de la voûte sur quatre tronçons faisant au total 1200 mètres, soit environ 10% de la longueur totale, et de mettre au point un calendrier le plus efficace possible pour les 90% restants, qui devront également être rénovés au cours des années suivantes. Les longues périodes de fermeture constitueront une «première» pour le tunnel depuis sa réouverture en 2002 après l'incendie qui l'avait ravagé le 24 mars



1999, coûtant la vie à 39 personnes. Les exploitants, qui mènent parallèlement des travaux de rénovation d'une partie de la dalle, avaient jusqu'ici toujours réussi à s'en tenir à des fermetures nocturnes, hormis une période de trois semaines à l'automne 2022. Selon M. Schwarzhaupt, les données recueillies pendant ces trois semaines de fermeture ont vu un report «à 90%» du trafic poids lourd vers le Fréjus. Côté véhicules légers, 30% se sont reportés vers le Fréjus, 40% vers le tunnel du Grand-Saint-Bernard et 20 à 25% avaient «disparu».

Fortes inquiétudes

Le tunnel voit passer toute l'année environ 1700 camions poids lourds par jour, tandis que le trafic de véhicules légers est de 3600 voitures par jour en moyenne, avec des pics de plus de 6000 au mois d'août. La période automnale correspond au point bas du trafic touris-

tique. Fin 2022, des informations de la presse italienne sur les scénarios potentiels de fermeture avaient provoqué de fortes inquiétudes dans les milieux patronaux italiens, certains craignant qu'elles ne «mettent à genoux» l'économie du pays. Quelque 92% des marchandises circulant entre la France et l'Italie passent par la route, selon l'Agence alpine des Territoires. Soit trois millions de poids lourds et 43 millions de tonnes (Mt) sur les routes des Alpes. En France, des élus se sont inquiétés d'un risque de pollution accrue dans la vallée de la Maurienne, où le trafic pourrait se reporter via le tunnel du Fréjus, autre axe franco-italien important. Encaissée et peu ventilée, la vallée de l'Arve, qui mène au tunnel du Mont-Blanc, connaît régulièrement des épisodes de pollution atmosphérique, liée entre autres au trafic routier et à ses émissions de dioxyde d'azote.

(AFP)

Enchères

Christie's met un livre de cuisine du XVe siècle en vente à un demi-million

Le seul exemplaire complet connu de la première édition illustrée du «Viandier» de Taillevent, maître queux des rois Charles V et Charles VI, sera mis aux enchères ce jeudi à Paris.

Un livre de cuisine estimé à un demi-million d'euros, le «Viandier» de Taillevent, est mis aux enchères jeudi par la maison Christie's à Paris. Cet ouvrage de la fin du XVe siècle est issu de la vente d'une petite partie de la bibliothèque d'un passionné, le Belge Pierre de Crombrughe. «La passion du baron de Crombrughe tant pour l'art culinaire que pour la bibliophilie – conjonction du goût et du savoir – est à l'origine de la plus fameuse collection gastronomique de langue française en mains privées», explique Christie's dans un communiqué. La «pièce phare» est «non seulement le premier livre de cuisine en français, mais cette édition incunable imprimée à Lyon (centre-est) vers 1495 est la première illustrée», ajoute la maison d'enchères.

Reliure d'origine

Guillaume Tirel, dit Taillevent (1310-1395), cuisinier des rois de France Charles V et Charles VI, a apposé sa signature sur ce recueil de recettes qui avait été composé à partir de la fin du siècle précédent. Le «Viandier» connut des dizaines d'éditions jusqu'en 1615. Cet exemplaire, «belle impression incunable au format in-quarto» selon Christie's, est l'œuvre d'un maître imprimeur de Lyon, Martin Havard. «Conservé dans un vestige de sa reliure originale», il est estimé entre 400'000 et 600'000 euros.

350 recettes de la Renaissance

Est aussi en vente un exemplaire du «Livre fort excellent

de cuisines» de 1542, avec 350 recettes de la Renaissance, estimé entre 80'000 et 120'000 euros. C'est l'un des livres de cuisine les plus influents de tous les temps, qui «atteste le renouveau décisif de la gastronomie à la Renaissance». «Le Platine en francoys» est un concurrent du livre de Taillevent, écrit par l'Italien Bartolomeo Platina dans les années 1470. Cette traduction française de 1505, imprimée à Lyon, est estimée 60'000 à 80'000 euros. La même estimation est faite d'un exemplaire de 1655-1656 d'un «diptyque emblématique de la cuisine française au Grand Siècle», «Le Cuisinier français» de François Pierre, dit La Varenne. L'ouvrage fut précurseur en matière de pâtisserie.

(AFP)

L'éco en bref

Macron : «La zone euro est la zone où les banques sont les plus solides»

Le président français Emmanuel Macron a assuré vendredi que les banques de la zone euro étaient «solides» malgré les turbulences actuelles sur les marchés. «Les fondamentaux des banques européennes sont solides (...) La zone euro est la zone où les banques sont les plus solides», a-t-il déclaré à l'issue d'un sommet européen à Bruxelles. La présidente de la Banque centrale européenne s'est elle aussi voulue rassurante auprès des dirigeants de l'UE réunis vendredi à Bruxelles. «Le secteur bancaire de la zone euro est résilient car il dispose de solides positions en termes de capital et de liquidités», a déclaré Christine Lagarde aux chefs d'État et de gouvernement, selon un responsable européen.

Des investisseurs appellent la chimie à redoubler d'efforts pour le climat

Un groupe de grands investisseurs, pesant plus de 4000 milliards de dollars, a lancé jeudi un appel pour demander aux plus importants groupes européens de chimie, secteur très émetteur de carbone, de redoubler d'efforts face au changement climatique. «Les grandes entreprises chimiques européennes n'agissent pas assez vite pour aider le monde à limiter le réchauffement climatique à 1,5°C», affirme cet appel signé notamment par les géants de la gestion d'actifs en Europe Amundi et Legal and General, qui se disent «profondément préoccupés». Leurs progrès «seront pris en compte» lors des votes aux assemblées générales, prévient le groupe d'investisseurs dans sa déclaration. Les investisseurs visent 13 entreprises parmi les plus importantes du secteur en Europe, dont les suisses EMS-Chemie et Givaudan, le français Air Liquide, le belge Solvay, l'allemand BASF ou encore la multinationale LyondellBasell. Les investisseurs demandent ainsi aux entreprises de se fixer des objectifs précis sur la mise en place d'une production chimique électrifiée, l'augmentation de la part de renouvelables dans leurs sources d'énergie ou la transition vers des matières premières non-pétrochimiques.



France : la fin du ticket de caisse de nouveau repoussée

En France, la fin de l'impression systématique des tickets de caisse, prévue à partir du 1er avril, a été de nouveau repoussée en raison de l'inflation dans les rayons, une nouvelle date devant être annoncée en début de semaine par le gouvernement. «C'est un report, cela ne remet pas du tout en question le bien-fondé de cette mesure de bon sens, qui sera appliquée», a indiqué, dimanche, le cabinet d'Olivia Grégoire, ministre déléguée au Commerce. «Quand vous avez une inflation à 15% dans les rayons, que le ticket de caisse est un repère pour beaucoup de Français, il nous semblait important de garder ce repère», le temps de «passer le pic inflationniste». Initialement prévue à partir du 1er janvier 2023, la fin de l'impression systématique des tickets de caisse découle de la loi «anti-gaspillage et économie circulaire», votée en 2020, et a comme objectif de réduire la production de déchets, alors que près de 30 milliards de tickets sont imprimés chaque année en France.

Fitch abaisse la dette argentine en dollars

L'agence de notation Fitch a abaissé vendredi de deux crans la dette argentine libellée en dollars, la faisant passer de «CCC-» à «C», soit juste au-dessus du défaut de paiement, tout en maintenant la notation de la dette émise en pesos. L'agence explique cette dégradation par deux décrets du gouvernement, publiés cette semaine, qui imposent à «plusieurs entités du secteur privé et public» d'échanger leur dette émise en dollars par de la dette émise en pesos. Le gouvernement argentin avait justifié cette mesure en expliquant que «de manière durable, l'État gagnera en capacité d'action sur les marchés financiers du dollar, ce qui permettra d'éviter des hausses perturbatrices», selon le vice-ministre de l'Economie, Gabriel Rubinstein. Pour Fitch, toutefois, ces mesures «impliqueraient des échanges unilatéraux et des conversions forcées de devises, qui constituent des événements de défaut selon les critères», de l'agence de notation, pour qui l'abaissement à C correspond à sa vision qu'«un défaut est imminent» concernant une partie de la dette.

Joe Biden «ne voit rien sur le point d'exploser»

Joe Biden a affirmé vendredi à Ottawa que les «banques se portaient plutôt bien» et qu'il ne voyait rien «sur le point d'exploser». En déplacement chez son voisin canadien, le président américain a toutefois reconnu qu'il faudrait «un peu de temps pour que les choses se calment», alors que les inquiétudes concernant le système bancaire font tanguer depuis plusieurs jours les marchés financiers mondiaux.

Sélection AFP & REUTERS

Afrique

La hausse de la pauvreté et des inégalités menace les ODD

Les experts en développement ont mis en garde que la pauvreté et les inégalités persistantes risquent de saper la prospérité, la paix et la sécurité en Afrique à moins que les gouvernements ne s'engagent dans des modèles de développement innovants et participatifs.

Il devient de plus en plus improbable que les États africains atteignent bon nombre de « cibles fixés dans les Objectifs de développement durable à l'horizon 2030 », déclare la Secrétaire exécutive adjointe et Économiste en chef de la Commission économique pour l'Afrique (CEA), Hanan Morsy, « Les chocs mondiaux ont anéanti plus de deux décennies de progrès que le continent a réalisés en matière de réduction de la pauvreté. Nous avons besoin d'interventions durables. À la lumière de cela, la CEA a organisé une table ronde lors de la 55ème Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique pour que des experts réfléchissent et recommandent des actions pour aider les États membres à réduire leurs vulnérabilités et inégalités économiques et sociales. Harvesh Seegolam, Gouverneur de la Banque de Maurice, explique que lorsque la pandémie de COVID19 a frappé en 2020, le secteur touristique mauricien s'est arrêté. Pour atténuer les effets du ralentissement, le gouvernement a proposé des mesures conventionnelles et non conventionnelles. L'une d'entre elles était de faire de la Banque centrale de Maurice une institution indépendante. « Le gouvernement a instauré des moratoires pour soutenir des secteurs ciblés ; a introduit le crédit d'alignement », affirme M. Seegolam, ajoutant que le gouvernement a également créé la Mauritius Investment Cooperation, qui opère indépendamment de la Banque centrale, et a des audits indépendants pour s'assurer que l'argent investi profite à la banque. La Mauritius Investment Cooperation a pour objectif principal de créer plus de richesse pour la future génération du pays. L'intervention est devenue rentable. Le ministre éthiopien des finances, Ahmed Shide, déclare que l'Éthiopie, comme tout autre pays africain, était touchée par des chocs qui se chevauchent – la Covid19, la guerre en Ukraine, les conflits et la sécheresse - et que la réponse du pays comprend une combinaison de politiques budgétaires et monétaires. Des mesures de précaution, dit-il, ont été mises en place pour contenir la Covid19. Le gouvernement a reporté le paiement de l'impôt sur le revenu des particuliers, rééchelonné les remboursements des prêts bancaires, accordé une amnistie fiscale à différents secteurs, stimulé la production alimentaire locale grâce à la culture de plus de terres et stimulé la production de viande. Le gouvernement s'est lancé dans davantage d'activités d'irrigation et a élargi la compagnie aérienne éthiopienne ainsi que les systèmes de paiement numérique pour faciliter les transactions. Le Ministre des finances et du budget de la République centrafricaine, Hervé Ndoba, déclare que le pays est confronté à la pénurie de carburant, au coût élevé du transport des produits de base principalement parce qu'il s'agit d'un pays enclavé. « Pour relever ces défis, le gouvernement a créé un port sec avec des entrepôts pour les importateurs, mis en place des prélèvements douaniers

pour limiter l'inflation des importations. Plus précisément, le gouvernement a créé une base personnalisée pour tirer parti des coûts de production et a ajusté les prix du carburant à la pompe », indique M. Ndoba. « Notre objectif est d'augmenter le produit intérieur par le biais de prélèvements communautaires. Nous travaillons sur la diversification financière à savoir, le financement vert, l'économie bleue.

L'accès aux services financiers, un défi

Selon la Directrice exécutive du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida, Winnie Byanyima, le plus grand défi pour l'Afrique est l'accès aux services financiers. Même avant la crise de Covid-19, la guerre en Ukraine, les pays empruntaient à un taux d'intérêt de plus de huit pour cent (8 %), tandis que les pays à revenu élevé empruntaient à des taux inférieurs allant jusqu'à un pour cent (1 %). Le coût élevé des emprunts, dit-elle, enlève à l'Afrique les perspectives d'atteindre les ODD. En outre, le défi de ne pas pouvoir emprunter dans la propre monnaie des pays montre à quel point les pays sont traités de manière inégale en matière d'accès à des finances abordables. « La discussion sur le financement de l'Afrique est importante à l'approche du Sommet sur les ODD en septembre 2023 », indique Mme Byanyima, ajoutant qu'il est nécessaire que les pays s'attaquent au coût élevé de la dette, associent le financement à la réalisation des ODD, fassent plus d'efforts pour que l'Afrique ait un siège au forum du G20.

L'Afrique accuse un retard supplémentaire

Le Secrétaire exécutif par intérim de la Commission économique pour l'Afrique (CEA), Antonio Pedro, déclare que l'Afrique accuse un retard supplémentaire par rapport aux autres régions du monde et représente désormais la plus grande part des pauvres du monde en raison de l'augmentation de la pauvreté et des inégalités. En conséquence, de nombreux pays africains sont confrontés à une baisse des revenus, à une augmentation du stress de la dette et à un espace budgétaire restreint, qui limitent tous leurs capacités à répondre aux crises économiques. Il affirme que les partenariats sont essentiels pour relever les défis africains. « Pendant la pandémie, la CEA a travaillé avec les ministres des finances pour trouver des solutions pour contrer les effets de la pandémie dans leur secteur respectif, a aidé les pays africains à s'approvisionner en vaccins pour leurs citoyens », note M. Pedro.

CEA

HOROSCOPE finance

Bélier Il paraît que l'argent aura tendance à sortir à gros flots de votre escarcelle, malgré vos efforts d'organisation et d'économie. Ces dépenses seront vraisemblablement en relation avec la vie sentimentale. Cherchez à consolider vos positions durant cette journée, qui facilite les placements durables et toute initiative dans l'immobilier. Vous serez bien avisé de renoncer à des projets d'un coût exorbitant et pouvant absorber toutes vos ressources financières.

Taureau Des ennuis pécuniaires ne vous seront pas épargnés ce jour. Vous avez beau vouloir leur échapper, ils vous rattraperont tout de suite. Mais cette situation ne concernera pas certains natifs du troisième décan. Ceux-ci n'auront pas de problèmes financiers ; ils seront même bien inspirés et pourront prendre d'heureuses initiatives pour améliorer la qualité de leur vie.

Gémeaux Financièrement, vous pourriez connaître des moments difficiles. Mais Uranus vous donnera le don de passer par le chas de l'aiguille et de redresser les situations les plus compromises.

Cancer Rien ne sera facile dans les finances. La prudence s'imposera donc dans vos affaires. Peut-être une petite chance aux jeux en fin de journée, mais n'y comptez pas trop.

Lion Soyez tout particulièrement prudent aujourd'hui en ce qui concerne le domaine financier, où votre jugement ne sera pas toujours excellent. Évitez d'engager des sommes trop importantes par rapport à vos moyens dans des affaires dont vous n'êtes pas absolument sûr de l'issue. Vigilance également dans le domaine immobilier : un contrat peut ne pas être très net et laisser la porte ouverte à des problèmes d'ordre légal.

Vierge Vous pourrez avoir quelques petits problèmes côté finances. Il est possible que votre équilibre financier soit perturbé. Vos revenus ne vont probablement pas baisser, mais ils ne vont certainement pas non plus augmenter. C'est pourquoi le moindre accroissement de vos dépenses pourra déstabiliser votre budget. A vous de contrôler sérieusement vos achats pour vous en sortir correctement. Si vous faites partie des natifs plus aisés qui ont placé leurs économies, une chute boursière pourra faire légèrement diminuer votre capital.

Balance Ne dépensez pas inconsidérément. Et surtout gardez-vous des combinaisons mirobolantes qui pourront vous faire croire que la fortune va vous sourire très vite et sans effort de votre part. Rappelez-vous que la chance ne se donne qu'à ceux qui ne comptent pas sur elle.

Scorpion Le bien-être matériel, le confort, la satisfaction de vos goûts esthétiques seront au centre de vos préoccupations aujourd'hui. Vous aurez tendance à dépenser beaucoup d'argent pour satisfaire ces besoins. Vous risquez donc de déséquilibrer sérieusement votre budget, sauf si vous êtes du deuxième décan, auquel cas vous pourriez bénéficier de chances exceptionnelles par rencontres, trouvailles, concours de circonstances, cadeaux, dons, remises amiables, etc.

Sagittaire Vous allez aborder une journée éprouvante marquée de difficultés financières auxquelles vous devrez faire face sans aucune aide extérieure. C'est au cours de cette journée, où toutes les tuiles du monde semblent vous tomber sur la tête en même temps, que vous devrez faire preuve de beaucoup de sang-froid, de courage, et surtout adopter une attitude détachée vis-à-vis de vos problèmes.

Capricorne Dans le domaine matériel, il s'agira cette fois surtout de consolider vos acquis. Grâce à des placements sûrs, vous ferez fructifier tranquillement vos ressources. Tentez vos chances cette fois à un jeu de hasard quelconque.

Verseau Attention, vous risquez de manquer de jugeote. C'est en effet dans le domaine pécuniaire que les influences délicates de la journée risquent surtout de se faire sentir. Vous n'aurez pas les idées claires, et ne pourrez en outre pas compter sur le facteur chance. Vous aurez donc intérêt à remettre à plus tard toutes les décisions financières importantes, qu'il s'agisse d'achats, de ventes, de placements ou d'investissements.

Poissons Stabilité de vos finances. Avec l'appui du Soleil en bel aspect, elles se porteront de manière tout à fait satisfaisante. Les dépenses seront vite compensées par des rentrées, dont certaines sont plutôt inattendues.

L'économiste du Togo
Premier Quotidien Économique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Édité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207
Adresse : 199 Angle rue Ayissou, Totsi, Lomé
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Hélène MARTELOT
Nicole ESSO

Junior AREDOLA
Vivien ATAKPABEM

Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

Gérard DAMAWOU



RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

Communiqué de presse

Fin du séminaire gouvernemental

Lomé, dimanche 26 mars 2023

«Dans le contexte actuel de crises multiples dans le monde, nous devons agir sur les leviers qui dépendent de nous. Nous devons le faire et nous devons le faire vite.» C'est en substance l'instruction de SEM Faure Essozimna Gnassingbé, Président de la République, au gouvernement, à l'issue du premier séminaire gouvernemental de l'année 2023.

Intervenant dans une conjoncture internationale peu favorable, marquée par la persistance et la complexification des crises sécuritaire, financière, économique et sanitaire, ce séminaire a été l'occasion de relever la bonne dynamique de mise en œuvre des projets de la feuille de route gouvernementale Togo 2025.

Après le passage en revue des projets relevant des différents portefeuilles, il a été noté que des résultats encourageants sont enregistrés au titre des différents axes de la FdR.

Toutefois, des défis et contraintes subsistent et portent notamment sur la nécessité d'affiner davantage la planification, d'ajuster au mieux la mise en œuvre opérationnelle des projets et de renforcer la coordination de l'action gouvernementale.

Au regard de la globalisation, il faut rappeler que, pour les années qui viennent, la mise en œuvre de la FdR du Togo restera, entre autres, tributaire des effets persistants et néfastes des différentes crises mondiales, avec des implications pour l'État, pour les entreprises, pour les travailleurs et pour les populations vulnérables.

À l'issue des travaux du séminaire gouvernemental, SEM Faure Essozimna Gnassingbé, Président de la République, a insisté sur l'urgence de poursuivre la mobilisation collective en comptant principalement sur les ressources nationales et en accélérant les rythmes d'exécution, afin de répondre effectivement aux besoins des populations.



f t v ... @presidencetg
www.presidence.gouv.tg

Togo**Des étudiants en simulation d'une session de l'EPU à Lomé**

Le collectif des associations contre l'impunité au Togo (CACIT) en collaboration avec la commission nationale des droits de l'homme (CNDH) ont mis en œuvre le projet de "renforcement des capacités des parties prenantes nationales à s'engager dans le suivi et la mise en œuvre des recommandations du troisième cycle de l'EPU du Togo", à l'endroit des étudiants des universités publics et privés du Togo.

● **Hélène MARTELOT**

Pour ce faire, un atelier de formation à l'examen périodique universel (EPU) et simulation d'une session de l'EPU pour les étudiants basés à Lomé, a été organisé du 22 au 24 mars 2023. Les étudiants, par équipe de 3, se sont mis dans la peau des représentants d'Etats examinateurs, Etats examinés, et des délégations d'ONG internationales et locales, ainsi que des instituts nationaux de droits de l'homme (INDH), en présence des jurys. A terme, la meilleure équipe dans chacune des 5 catégories a été primée. Chaque membre des équipes lauréates a reçu une tablette. Tous les étudiants participants ont eu droit à une attestation de fin de formation et les équipes non lauréates ont bénéficié d'un bon d'achat de livres. La CNDH et le CACIT laissent également ouvertes leurs portes à ces jeunes pour des stages de perfectionnement. Pour les organisateurs, l'objectif premier de cet exercice, c'est de familiariser le monde étudiant à l'EPU, en entrant dans la peau des différentes institutions et Etats examinés et examinateurs, les étudiants participant à cette formation ont compris à travers les exercices comment les différents Etats examinent la situation des droits de l'homme et comment ils font des recommandations les uns aux autres, comment



la société civile, les institutions nationales et internationales s'impliquent pour faire avancer la cause des droits de l'homme. « Nous sommes satisfaits de ce que nous avons pu voir des étudiants qui sont un vivier impliqué et familiarisé à la question de l'EPU qui est le mécanisme d'évaluation entre les Etats dans les différents pays membres des Nations Unies. Cette satisfaction est d'autant plus grande qu'il appartient à ces jeunes, relève de demain, de maîtriser ces mécanismes, en user pour faire améliorer les conditions de vie des jeunes qu'ils sont », a souligné Ghislain Nyaku, le directeur exécutif du CACIT. C'est également un souhait pour lui que ce vivier d'acteurs puisse s'impliquer davantage pour faire avancer la cause des droits de l'homme au Togo.

Faire découvrir des talents

D'après Isabelle Assoupi Akogo, étudiante en 2ème

année de droit à ESAM, et représentant l'IFDH dans la simulation, cet exercice leur a fait découvrir des talents qu'ils ne savaient pas qu'ils avaient en eux, par exemple le fait de parler en public et d'anticiper sur les questions qu'on leur a posées. Pour elle, c'est une expérience inoubliable. Pour Béatrice Dovené Amouzou, étudiante en fin de parcours licence à la FDD de l'Université de Lomé, représentant le CADH dans la simulation, tout est parti de l'information. « Je me félicite d'avoir eu tôt l'information. Avec les efforts que nous avons fournis, nous pensons que tout ce que nous venons d'apprendre va rester dans nos habitudes », a-t-elle laissé entendre. « Mon souhait, c'est de me voir vraiment dans peu de temps dans la peau d'un représentant d'une OSC à Genève et faire cet exercice », a ajouté Mlle Amouzou. « Si déjà dans le monde universitaire, nous pouvons être sûrs que les étudiants sont capables de remplacer les acteurs qui sont en place aujourd'hui et qui animent les différents mécanismes des droits de l'homme, c'est déjà très grand soulagement », a indiqué Afi Atitso, vice-présidente de la CNDH. Ce projet a été réalisé grâce à l'appui financier de l'universal periodic review (UPR-Info) dans le but de promouvoir le respect des droits humains sur le terrain à travers le mécanisme de l'EPU et de garantir leur appropriation du processus de l'EPU. Il encourage également la participation de la jeunesse à la promotion des droits humains, à la création d'un environnement favorable à la participation des jeunes et facilite la participation des enfants et des jeunes aux pré-sessions.

**Santé****L'OMS veut mettre fin à la maladie de la tuberculose d'ici 2035**

Au Togo, selon le coordonnateur du programme national de lutte contre la tuberculose, ils dépistent au tour de 2500 à 3000 cas de tuberculose annuellement. Et parmi ce nombre dépisté il y a 10% qui en meurt, mais ce qui est intéressant à souligner c'est que autour de 86% à 90% de ces malades sont traités et guéris.

● **Hélène MARTELOT**

C'est ce qu'a relevé Fall Mohammed Dogo, médecin épidémiologiste et coordonnateur du programme national de lutte contre la tuberculose, le vendredi 24 mars 2023, à l'occasion de la célébration de la 28ème journée mondiale de lutte contre la TB au Togo. Pour cette année, le thème choisi est « Oui ! Nous pouvons mettre fin à la Tuberculose ! ». A travers ce thème, l'OMS veut susciter l'espoir et à favoriser une mobilisation des dirigeants à haut niveau, une augmentation des investissements, une adhésion plus rapide aux nouvelles recommandations de l'OMS, l'adoption des innovations, et la prise de plus énergique de mesures et une collaboration multisectorielle pour lutter contre l'épidémie de TB. Pour le Dr Dogo, ce thème leur permet de voir qu'ils ont fait des avancés, les réconforte à mieux retrousser leur manche pour travailler davantage. « Aujourd'hui au Togo, dans le sens de la lutte contre la tuberculose, nous avons amélioré le plateau technique pour le diagnostic de la tuberculose, nous avons mis en place la formation de nos techniciens sur le terrain et acteurs de lutte contre la tuberculose, pour permettre



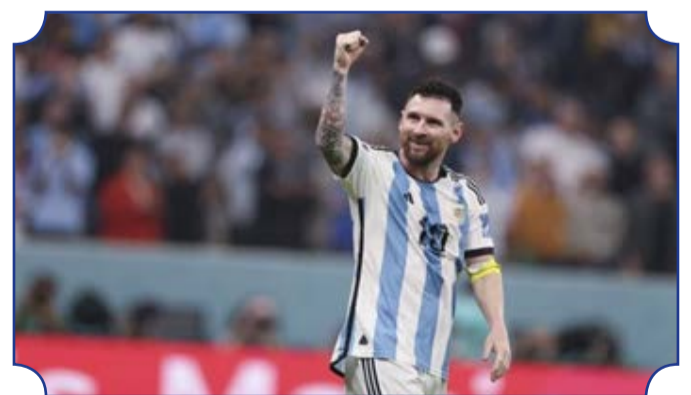
de prodiguer des soins de qualité à nos populations », s'est réjoui le coordonnateur. Il précise que le diagnostic et traitement de la tuberculose sont gratuits, et le traitement est à base des comprimés avec un suivi logique pour un traitement quotidien de 6 mois et à la fin le malade est déclaré guéri. « Le 24 mars de chaque année, nous célébrons la Journée mondiale de lutte contre la tuberculose afin de susciter une prise de conscience du grand public aux conséquences sanitaires, sociales et économiques dévastatrices de cette maladie évitable, et nous en appelons à une action accélérée pour y mettre fin », a souligné Matshidiso Moeti, directrice régionale de l'OMS pour l'Afrique. Pour elle, le thème de cette année souligne la nécessité de garantir un accès équitable à la prévention et aux soins, conformément à leur volonté d'instaurer la couverture sanitaire uni-

verselle et d'atteindre les objectifs de développement durable. La tuberculose est une maladie infectieuse qui est due à un microbe appelée Mycobacterium tuberculosis ou Bacille de Koch (B.K), découverte le 24 mars 1882 par le Robert Koch. C'est une maladie qui attaque préférentiellement les poumons ce qui fait que le maître symptôme c'est la toux, mais au-delà de ça, il peut attaquer les autres organes du corps humain. Il se transmet par la voie aérienne donc quand une personne qui a la maladie tousse, elle libère les germes de la tuberculose et lorsqu'une personne en bonne santé respire ces microbes, elle peut faire la maladie. Au-delà de la toux, la fièvre, l'amaigrissement et les sueurs nocturnes sont les autres manifestations de cette maladie, et parfois le sang dans le crachat s'il s'agit de la forme un peu plus avancée de la maladie.

Argentine**Le complexe sportif de la sélection renommé en l'honneur de Lionel Messi**

L'adage dit que nul n'est prophète en son pays, mais il a en ce moment moins de succès chez Lionel Messi. L'Argentin, loin de faire l'unanimité en France ces dernières semaines, s'est refait la cerise lors de cette fenêtre internationale.

De retour avec l'Albiceleste au pays, la Pulga a reçu un vibrant hommage de la part des supporters lors de la rencontre amicale remportée face au Panama (2-0), avant de voir la fédération argentine lui témoigner une jolie marque d'affection. En effet, le président de la Fédération argentine de football, Claudio Tapia, a annoncé ce samedi la baptisation du complexe sportif de la sélection en l'honneur de Messi. Traditionnellement connu sous le nom d'Ezeiza, l'équivalent du Clairefontaine en France se nommera désormais «predio deportivo Lionel Andrés Messi» (complexe sportif Lionel Andrés Messi ndr). Présent aux côtés du président de l'AFA



ce samedi, le septuple Ballon d'Or a réagi à ce nouvel hommage : «Je tiens à remercier Chiqui (Claudio Tapia ndr) pour cette reconnaissance. C'est quelque chose de très émouvant pour moi, je viens ici depuis près de 20 ans, a rembobiné la Pulga, qui n'est plus qu'à une réalisation d'atteindre le cap symbolique des 100 buts en sélection. Dès le premier jour, j'ai ressenti une

énergie très spéciale, c'est un endroit exceptionnel. Aujourd'hui encore, l'énergie qui règne ici est très spéciale, même dans les pires moments. Entrer ici, c'est tout oublier, et ressentir le bonheur d'y être. Aujourd'hui, je suis très heureux qu'après tant d'années, cet endroit porte mon nom.»

Avec footmercato.net



FONDS COMMUN DE TITRISATION DE CREANCES
FCTC BOAD DOLI-P 6,10% 2023-2030

Investir POUR L'AVENIR

TAUX
D'INTÉRÊT **6,10% L'AN**

PÉRIODE DE SOUSCRIPTION : DU 20 MARS AU 03 AVRIL 2023 • MONTANT ÉMIS : 150 MILLIARDS DE FCFA • MATURITÉ : 84 MOIS

www.boad-doli-20232030.com

Cette opération a été autorisée par l'Autorité des Marchés
Financiers de l'Union Monétaire Ouest Africaine (AMF-UMOA)
sous le n° FCTC/2023-01/CO-01-2023

CÉDANT	ARRANGEUR	CO-CHEFS DE FILE	DÉPOSITAIRE	SOCIÉTÉ DE GESTION